

# REX suite à l'instruction des premiers DDAE Eoliens

---

Réunion BE - 10 mai 2012

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement



# Evolution réglementaires

---

**Décret 2011-984 : toutes les éoliennes d'une hauteur supérieure à 12 mètres sont soumises à la législation des installations classées sous la rubrique 2980.**

- Les parcs éoliens comprenant au moins un aérogénérateur dont la hauteur en haut de nacelle est supérieure ou égale à 50 mètres ainsi que les parcs éoliens comprenant au moins un aérogénérateur dont la hauteur en haut de nacelle est supérieure ou égale à 12 mètres et dont la puissance est supérieure à 20MW sont soumis à autorisation.
- Les autres parcs éoliens, dès lors qu'un des mâts d'aérogénérateurs a une hauteur supérieure à 12 mètres sont soumis à déclaration.

■ **Deux arrêtés ministériels du 26/08/2011** fixant les prescriptions applicables



# Evolutions réglementaires

---

- Articles R.553-1 et suivants du code de l'environnement
  - Instaurent des garanties financières pour les sites soumis à A
  - Instaurent l'obligation de remise en état pour tous les sites (soumis à A, D, projets et installations existantes)
- Un arrêté ministériel d'application fixant les modalités de calcul des garanties financières et les objectifs de remise en état



# REX sur les DDAE reçus

---

- Examen de recevabilité basé sur :
  - Le caractère complet du dossier,
  - Le caractère régulier du dossier (les informations contenues dans le dossier doivent être suffisamment détaillées pour permettre au public de se positionner).
- A ce jour :
  - 9 DDAE reçus en région (2 dans le 59, 7 dans le 62) parmi lesquels :
    - 6 DDAE jugés non recevables,
    - 3 DDAE en cours d'examen.



# Principales causes de non recevabilité

---

- Mauvaise référence pour la réalisation de l'EI
    - Utilisation du « Guide de l'étude d'impact sur l'environnement des parcs éoliens – MEDDM – actualisation 2010 »
    - Au lieu du « Référentiel pour la constitution d'un DDAE des installations classées en Nord Pas-de-Calais » disponible sur le site de la DREAL Nord Pas-de-Calais
- <http://www.nord-pas-de-calais.developpement-durable.gouv.fr/?Guide-a-l-elaboration-d-un-Dossier>



# Principales causes de non recevabilité

---

- Les capacités techniques et financières du pétitionnaire ne sont pas présentées
- L'EI n'étudie pas les effets cumulés (non prise en compte des PC récemment accordés ou des projets en cours ayant fait l'objet d'une étude d'impact)
- Eau : la compatibilité avec le SDAGE n'est pas étudiée
- Déchets : quantités, codes et filières non présentés
- Bruit : Etude réalisée selon ancien référentiel :
  - réglementation « bruit de voisinage » du code de la santé publique au lieu de l'AM du 26/08/2011,
  - NF 31-110 ou lieu de la NFS 31-114.



# Principales causes de non recevabilité

---

## ■ Volet Paysager de l'étude d'impact :

- Cartes de situation pas à jour (décisions récentes non prises en compte)
- Photomontages manquants ou inadaptés (problèmes d'échelles, points de vue pas adaptés...),
- Analyse de l'impact sur le patrimoine peu approfondie.

## ■ Etude Faune-Flore :

- Pas d'étude d'incidences Natura 2000,
- L'analyse écologique est souvent trop générale, manque de précisions sur la façon dont les espèces utilisent l'espace (périodes de nidification, de migration ou de stationnement).

■ Etude de dangers : Non respect de l'arrêté du 29/09/2005 (la probabilité indiquée dans la grille de criticité ne doit pas prendre en compte la présence de cibles, il s'agit de la probabilité d'occurrence du phénomène dangereux).